

Burundi : Melchiade Nzopfabarushé est libre

RFI, 23-06-2018 Un haut cadre du CNDD-FDD, condamné pour des menaces contre l'opposition, libéré Au Burundi, Melchiade Nzopfabarushé, un haut cadre du parti CNDD-FDD, est libre. Il avait été condamné publiquement à une lourde peine de prison pour « atteinte à la sécurité intérieure et menace contre les personnes », pour des menaces de mort proférées publiquement contre les opposants, lors de la pré-campagne pour le référendum constitutionnel du 17 mai dernier.

Il a été libéré ce mardi 19 juin, après une forte réduction de peine en appel. Une décision de justice qui fait des vagues. Certains opposants et défenseurs des droits humains parlent de « duplicité du pouvoir ». A l'époque, le procès de ce membre éminent de la classe dirigeante permet au pouvoir - alors accusé des pires exactions contre les partisans du « non » - de montrer qu'il n'y a pas deux poids deux mesures au Burundi. Haut cadre du parti au pouvoir et ancien chef de cabinet civil adjoint du président burundais, Melchiade Nzopfabarushé est condamné en première instance à trois ans de prison ferme et 600 000 francs burundais d'amende. C'était le 30 avril dernier, le Burundi est alors au plus fort de la campagne pour ou contre la révision de la Constitution du pays, juste avant le référendum prévu le 17 mai. La presse et les diplomates accrédités à Bujumbura sont invités à son procès, organisé à la prison centrale de Bujumbura. Il est lourdement condamné et la communauté internationale s'en félicite. La ministre burundaise de la Justice, Aimée Laurentine Kanyana, parle sur RFI d'un « message fort pour la population ». Un mois et demi plus tard, le « oui » l'a largement remporté et la fièvre électorale est retombée. C'est à ce moment précis que sont apparues sur les réseaux sociaux les photos de Melchiade Nzopfabarushé en train de fêter en famille sa libération. Il aurait fait appel et a vu sa peine réduite à quatre mois de prison ferme et une année avec sursis, mais cette fois, la presse et les diplomates ont été soigneusement tenus à l'écart de ce second procès. C'est un simple tweet qui l'a annoncé. Et comme par hasard, soulignent des opposants - il avait déjà accompli le quart de sa peine - le haut cadre du parti présidentiel est tout de suite sorti de prison.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});